

ÉRYTHRÉE

Appel en faveur des droits humains à l'occasion du 10^e anniversaire de l'indépendance

Index AI : AFR 64/002/2003

Embargo : lundi 19 mai 2003 (01 h 00 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

À l'occasion du 10^e anniversaire de l'indépendance de l'Érythrée, célébré le 24 mai 2003, Amnesty International adresse un appel au président Issayas Afeworki pour qu'il libère tous les prisonniers d'opinion détenus dans le pays, y compris les 11 députés et les 10 journalistes indépendants qui sont maintenus en détention, sans inculpation ni jugement, au secret et dans des lieux inconnus, depuis septembre 2001.

Parce qu'ils s'étaient prononcés en faveur de réformes démocratiques, le gouvernement a accusé ces 11 députés de « trahison ». Parmi eux figurent l'ancien vice-président Mahmoud Ahmed Sheriffo et les anciens ministres des Affaires étrangères Haile Woldetensae et Petros Solomon. Ces onze députés étaient tous des membres de premier plan du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE), mouvement qui a remporté l'indépendance, et de son successeur, le Front populaire pour la démocratie et la justice (FPDJ), le parti unique actuellement au pouvoir.

Le gouvernement a également qualifié les 10 journalistes incarcérés de « mercenaires » et d'« espions ». Ils avaient publié des interviews des réformateurs et des articles très critiques à l'égard du gouvernement.

Parmi les prisonniers d'opinion, figurent également de nombreux témoins de Jéhovah. Ils ont été dépossédés de leurs droits civils en 1994, principalement parce qu'ils rejettent la conscription. Ayant refusé d'effectuer leur service militaire, quatre d'entre eux sont maintenus en détention depuis huit ans par l'armée, sans avoir été jugés ni même inculpés. Cinq autres sont les derniers à se trouver en garde à vue, sur des centaines de témoins de Jéhovah interpellés à Asmara en avril 2003. Leur arrestation avait fait suite à celles, en février et mars, de membres d'autres sectes chrétiennes minoritaires, notamment de l'Église Mullu

Wengel (Full Gospel) et de l'Église Kale Hiwot (Mot de vie). Ces détenus ont été mis en liberté provisoire sous caution, sans avoir jusqu'à présent été inculpés. Des passages à tabac et des mauvais traitements auraient été perpétrés contre des membres de ces Églises. Au sein de l'armée érythréenne, des dizaines de conscrits, membres d'Églises, seraient également placés en détention.

Par ailleurs, au moins 300 autres prisonniers d'opinion ont été arrêtés depuis septembre 2001, dont des diplomates érythréens, des fonctionnaires, des hommes et des femmes d'affaires, des journalistes des médias étatiques et de la presse privée interdite, ainsi que des membres de l'armée et des forces de sécurité (y compris d'anciens combattants du FPLE), deux employés érythréens de l'ambassade des États-Unis, des Érythréens renvoyés contre leur gré de Malte en septembre 2002 et un Érythréen de nationalité suédoise ayant récemment effectué une visite en Érythrée.

Amnesty International est convaincue qu'ils ont été incarcérés en raison de leurs opinions non violentes et de leur opposition au gouvernement ou, dans certains cas, parce qu'ils ont refusé d'être appelés sous les drapeaux. Aucun n'a été déféré devant un tribunal, bien que la Constitution et la législation prescrivent de le faire dans les quarante-huit heures consécutives à l'interpellation. Aucun n'a été inculpé d'une quelconque infraction. Malgré l'illégalité de leur détention, nul avocat ni juge n'ose la remettre en question. Tous sont détenus au secret (c'est-à-dire privés de tout contact avec l'extérieur) et dans des lieux inconnus. Pour la plupart, ces détentions n'ont pas été reconnues par les autorités, qui se sont abstenues d'en communiquer les motifs. Ce qui n'a pas manqué de faire naître, chez les familles, des craintes quant à leur santé et à leur sécurité.

Parmi les personnes incarcérées depuis septembre 2001, seules quelques-unes ont été libérées – par exemple Roma Gebremichael, femme du détenu Haile Woldetensae. Ancien ambassadeur en Chine, Ermias Debessai a été arrêté en 1997 et condamné à sept ans d'emprisonnement pour détournement de fonds présumé, au terme d'un procès qui s'est déroulé à huis clos devant le Tribunal spécial ; il n'a pas bénéficié de la présence d'un avocat ni du droit d'interjeter appel. Il a été remis en liberté récemment.

En outre, des centaines d'opposants politiques présumés du gouvernement sont maintenus en détention arbitraire pendant des années. Certains ayant « disparu », on craint qu'ils ne soient plus en vie. La plupart ont été emprisonnés pour leur appartenance présumée à des groupes politiques en exil comme le Front de libération de l'Érythrée (FLE). Basées au Soudan, ces factions armées se sont opposées au FPLE au cours de la guerre d'indépendance et ont été exclues du processus de réconciliation. Les détenus sont emmenés dans des prisons secrètes de haute sécurité, disséminées dans le pays. Bezabih Petros, colonel de l'armée de l'air éthiopienne, fait prisonnier lors du conflit en 1998, figure également sur la liste des personnes « disparues ».

« Amnesty International exhorte le président Afeworki à libérer sans condition tous les prisonniers d'opinion. Tous les autres prisonniers politiques doivent être déférés devant un juge, afin d'être inculpés d'une infraction prévue par la loi ou remis en liberté. Le gouvernement érythréen se doit de respecter pleinement les droits de tous les détenus à bénéficier d'un procès équitable, et plus particulièrement le droit d'être assisté par un avocat et celui de faire appel. Les prisonniers doivent être autorisés à voir leurs familles et à contacter les avocats et les médecins de leur choix », a souligné l'organisation de défense des droits humains.

D'autre part, Amnesty International lance un appel pour que soit reconnu le droit à l'objection de conscience et que soit mis fin à tous les actes de torture et mauvais traitements infligés aux prisonniers, notamment la sanction militaire baptisée « hélicoptère ». Cette méthode de torture est utilisée pour punir les déserteurs, les objecteurs et les soldats ayant commis des infractions : placées face contre terre, les pieds et les mains liés ensemble derrière le dos, les victimes sont abandonnées en plein soleil, des heures durant.

Contexte

L'Érythrée a acquis son indépendance de facto vis-à-vis de l'Éthiopie en 1991, au terme de trente années de lutte, lorsque le FPLE dirigé par Issayas Afeworki a vaincu en Érythrée les troupes du dictateur éthiopien Mengistu Hailemariam. Ces forces s'étaient rendues responsables d'une

politique de répression brutale, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Un référendum organisé par les Nations unies sur l'indépendance en 1993 a abouti à la reconnaissance internationale de l'indépendance de l'Érythrée, soutenue par le nouveau gouvernement éthiopien.

En 1998, la recrudescence des tensions politiques et économiques entre l'Érythrée et l'Éthiopie a débouché sur une guerre de frontière qui a duré deux ans. Ces affrontements ont fait des dizaines de milliers de blessés au sein de l'armée et se sont traduits, vis-à-vis des communautés minoritaires érythréennes et éthiopiennes de chaque pays, par des réactions très dures, notamment des expulsions massives. Les tensions concernant les frontières persistent, malgré la présence d'une mission militaire des Nations unies. En Érythrée, la conscription pour les hommes et les femmes âgés de dix-huit à quarante ans est toujours en vigueur, officiellement pour une période de dix-huit mois – mais elle est bien souvent prolongée indéfiniment. La conscription et la répression politique constituent les causes premières de la fuite des réfugiés érythréens.

L'Érythrée a été durement touché par la sécheresse, qui a éprouvé plus de la moitié de ses 3,6 millions d'habitants. Par ailleurs, le gouvernement doit faire face à une opposition armée proclamée en avril 2003 par l'Alliance des forces nationales érythréennes (AFNE), basée en Éthiopie et au Soudan. D'autres nouveaux partis en exil soutiennent les dissidents emprisonnés et prônent un changement démocratique par la mise en œuvre de moyens pacifiques. De son côté, le gouvernement de l'Érythrée soutient des groupes armés d'opposition éthiopiens. Le risque d'une aggravation du conflit armé dans la région menace de perturber gravement le développement, et de retarder la réconciliation et le processus de paix dans la Corne de l'Afrique. ●

Pour en savoir plus sur les préoccupations d'Amnesty International en matière de droits humains en Érythrée, vous pouvez consulter le document publié en septembre 2002, sur les détentions arbitraires de détracteurs du gouvernement et de journalistes, intitulé *Eritrea: Arbitrary detention of government critics and journalists* (index AI : AFR 64/008/2002, non traduit en français).

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>